Les données de la pré-guerre

L'Allemagne était travaillée par un complexe de grandeur. Cela paraît incontestable quand on se réfère non seulement aux propos de politiciens, mais aux actes de personnages éminents aux œuvres d'authentiques savants. On a traduit ce complexe de supériorité par la formule: *l'Allemagne au-dessus de tout!* C'est singulièrement le rétrécir. Il n'y a, en effet, dans ce slogan, rien qui ne ressortisse au nationalisme le plus vulgaire, alors que le *Deutschtum* prend une signification bien plus générale et plus vaste qui en appelle non seulement à la géographie et à l'histoire, mais à la biologie même et à l'ethnologie. Au regard de tout Allemand d'élite, le grand dolichocéphale blond nordique prend le pas, à tous égards, physiquement, intellectuellement, moralement, sur le brachycéphale brun méridional. Et, en conséquence, le monde appartient virtuellement aux races et aux peuples anglo-saxons, dont l'Allemagne, cela s'entend, est la monitrice. Ce dogme est spécialement vrai pour l'Europe centrale et occidentale. Il sous-entend que les races slaves, mongoloïdes, et celles qui peuplent les continents noir et jaune sont inévoluées sinon inévoluables et qu'en tous cas elles mettront du temps pour s'aligner au rang des civilisés.

Le complexe psychologique allemand apparaît donc d'une qualité, d'une portée, tout autre que ce *chauvinisme* qui agite et qui trouble le tempérament national du Français moyen, forme stérile et inquiétante de narcissisme historique.

L'anglo-saxonnisme allemand jaillit hors du cadre national. Il explique que l'Angleterre, considérée comme de sève germanique, ait bénéficié auprès des dirigeants allemands d'un coefficient admiratif et la France, en tant que puissance, en tant qu'État et peuple, d'un coefficient de dédain, pour ne pas dire de condescendance ou de mépris.

Cependant rien d'absolu. Le Français conservait des

sympathisants en Allemagne, des hommes prêts à une bonne entente, et l'Anglais y rencontrait des opposants. On peut même affirmer qu'un certain courant de rapprochement vers la France s'esquissait en Allemagne dès avant 1900. Il avorta du fait que les dirigeants allemands n'y participèrent point, du fait aussi que les dirigeants français, anglomanes, s'y montrèrent hostiles et qu'enfin la Grande-Bretagne, renonçant à son splendide isolement, scellait avec la France, une *Entente cordiale* dont le premier effet serait de raviver l'esprit de revanche. C'était la guerre en perspective, alors qu'une entente franco-allemande c'eût été la paix assise sur le continent pour des générations.

Au lendemain de la guerre contre les Boers, l'heure eût été propice à un rapprochement franco-allemand. La mainmise brutale de l'Angleterre sur les républiques sud-africaines, peuplées de Hollandais, c'est-à-dire de Germains, sur lesquels l'Allemagne, en vertu de ses théories raciales officielles, exerçait comme un droit de consanguinité, démontrait aux Allemands que pour l'Anglais, il n'y avait d'Anglo-Saxons que ceux qui parlaient le langage des *yes*. Et, dès lors, les Allemands anglo-saxonnisants pouvaient se dire: «Nous nous sommes mépris sur le caractère des Britanniques, les succès qu'ils remportent ne sont pas les nôtres, les gains qu'ils acquièrent sont des pertes pour nous.» Bien des Allemands lucides, se tinrent alors ce raisonnement, les hautes sphères n'en demeurant pas moins sur leurs positions premières. Elles s'y maintinrent jusqu'à la veille de la guerre de 1914. Et l'on assure même, du moins on en a fait courir le bruit, que le Kaiser et ses suppôts immédiats auraient dit: «Ah! si nous avions su que l'Angleterre était contre nous, jamais nous n'aurions déclaré la guerre à la France et à la Russie!»

Il est de fait que l'Angleterre parut longtemps devoir conserver une attitude expectante et qu'elle n'abattit ses cartes que lorsque la Belgique fut envahie. Néanmoins, c'est prêter aux diplomates allemands, si imbéciles qu'on les

suppose, beaucoup de candeur que de les croire tout à fait ignorants du jeu et des desseins de la Grande-Bretagne.

Les faits rendent un son de vérité que les propos subjectifs ne sauraient avoir. C'est pourquoi il faut les interroger. Eux seuls permettront, en fin de compte, d'établir quels sont les responsables de la guerre de 1914, si tant est que l'on estime à l'heure présente que cette question vaille d'être élucidée. Mais si même on estime, une catastrophe chassant l'autre, qu'il est vain de remonter aux sources, les faits qui remontent à un demi-siècle conservent leur valeur intrinsèque d'édification et la philosophie qui en découle est une arme pour la gouverne de l'individu. Rappelons donc quelques faits de «la belle époque». Il en est de trois ordres dominants: le fait des trusts sur lequel nous avons déjà attiré l'attention, le fait colonialiste que nous avons entrevu et, pour la France spécialement, le fait protectionniste. Tous ces faits en relation directe avec la guerre de 1914.

Le colonialisme

L'expansionnisme français s'était heurté, dans la dernière décade du XIXe à l'impérialisme anglais, sur le Nil, en plein sur la verticale du Caire au Cap. Avec une insolence sans borne, sommation avait été faite à la colonne Marchand d'abandonner ce qui faisait l'objet de sa mission. Il paraît même que les couleurs nationales n'avaient pas été ménagées. Bref, il y avait là un *casus belli* beaucoup plus caractérisé que le prétendu coup d'éventail du Bey de Tunis. On en fut quitte pour une «sanglante humiliation». L'Empire britannique était alors au summum de sa gloire. Il ne manquait aucune gemme à la Couronne. La fièvre impériale pouvait tomber et Albion tourner ses regards vers le continent. Elle aperçut alors que l'Allemagne avait grossi étonnamment.

Si la sidérurgie est bien, comme nous le pensons, la critère infaillible de la puissance d'un État, aucun doute que

l’Allemagne, dans les vingt dernières années du XIXe siècle, avait accru sa puissance. Sa production de fonte avait progressé à la cadence de 300.000 tonnes par an environ, tandis que celle de l’Angleterre n’avait avancé qu’à la cadence de 60.000 tonnes. Bref, en 1900, la production de fonte allemande s’élevait à 7,5 millions de tonnes et tout annonçait qu’elle irait encore de l’avant, tandis que la production anglaise ne pourrait plus dépasser les 9 millions de tonnes atteintes. Il était ainsi clairement démontré que l’Allemagne, extraordinairement dynamique du point de vue industriel et commercial, deviendrait une puissance maîtresse. Carthage cesserait de régner. N’en pouvant douter, l’Angleterre songea à prendre pied sur le continent. La France s’offrait. La liquidation du dreyfusisme y avait amené la liquidation de tout ce qui demeurait d’aristocratie républicaine de tendance jacobine et les anglomanes, les Briand, les Clemenceau, les Viviani, etc., trônaient. Il fut facile de faire oublier la «frasque» de Fachoda. En esprit, les bases d’une *Entente cordiale* furent jetées bien avant que Delcassé se présentât pour la sceller. (N’oublions pas que la «belle époque» fut la belle époque de la diplomatie secrète.)

□

Nous sommes déjà engagés dans le XXe siècle. Un coup de maître va être tenté. Il est sans risques, et sans périls. Il s’agit de pénétrer *pacifiquement* l’étendue du Maroc. On prendra prétexte de razzias opérées aux confins de l’Oranais. À ce propos, le «requin» Etienne, des Tréfileries du Havre, lâchera son fameux: «L’or appelle le fer!» L’Angleterre est «avec nous».

Le Maroc est un gros morceau. Aussi étendu que l’Algérie et la Tunisie réunies, il avait, en 1903, le double de population: 10 millions d’habitants. L’élément berbère, laborieux, actif, y dominait sur l’élément arabe nonchalant et rêveur. Un pays bien peuplé, avec de vastes plaines de bonnes

terres à céréales, de grands plateaux qui attendent qu'on les irrigue et, en Kabylie, des canaux d'arrosage qui amènent l'eau à profusion dans des prairies, des jardins, des vergers, de grands villages effervescents de vie. Tel s'offrait le Maroc aux «civilisateurs». Nous ne parlons pas des richesses souterraines: minerais de toute nature, phosphates, houille et pétrole...

Or, la sidérurgie allemande s'était implantée en Mauritanie, sous les espèces des frères Mannesmann, magnats de la Ruhr. Ces ressortissants de l'Allemagne allaient-ils subir la judicature et l'administration militaire françaises tel de vulgaires Moghrébains? Il serait curieux vraiment d'enregistrer la réaction germanique. Les conquérants devenus protecteurs prétendant ignorer la présence allemande, on vit se profiler dans les eaux marocaines un bateau de guerre qui jeta l'ancre dans la baie d'Agadir. La diplomatie teutonne avait la main lourde. Il fallut causer. Par chance, un gouvernement compréhensif, Joseph Caillaux. Et l'on eut Algésiras. Suivant le vœu allemand, le Maroc, sous protectorat français, resterait ouvert à tous. Tanger serait une ville libre. Les intérêts immédiats de l'Espagne seraient sauvegardés. L'Allemagne obtiendrait quelques rajustements du côté du Togo. En somme, le «coup d'Agadir» n'avait pas déçu l'Allemagne. Elle obtenait ce qu'elle avait désiré, et récoltait en plus des droits à la reconnaissance et aux bons offices de l'Espagne alphonsiste, bons offices qui ne lui firent pas défaut au cours de la guerre...

Mais l'Angleterre, de son côté, sut tirer du «coup d'Agadir», singulièrement révélateur d'une Allemagne qui désormais n'entendrait plus qu'on se passe d'elle pour résoudre aucun des grands problèmes européens ou mondiaux, la leçon que portait la conjoncture. L'Angleterre des Balfour, des Chamberlain, des Asquith et des Grey comprit que les temps du *fair play* étaient révolus. Sous peine de démission, il fallait contre-attaquer diplomatiquement, mais résolument. Et

ce fut l'*Entente cordiale*, le commencement de 1'«encerclement» qui, par la Russie, aboutirait en moins de dix ans au déclic de Sarajevo. On peut penser que l'anglo-saxonnisme allemand perdit graduellement, au long de ce processus, toutes ses illusions.

□

Il est admis par de doux savants et de tendres philosophes, dont on ne peut pas dire qu'ils soient des imbéciles ou des hommes de mauvaise foi, que la France et même l'Angleterre sont des agneaux et l'Allemagne un loup. Il est absurde que les agneaux aient voulu provoquer le loup.

Cependant l'agneau français, sous la IIIe République, avait assez démontré qu'il avait les dents longues et les pattes griffues. À grands coups de gueule et à grands coups de pattes, il s'était constitué un Empire qui groupait quelque soixante millions d'habitants. Groupait est une façon de parler. En réalité, l'Empire colonial français était fait de pièces et de morceaux disparates. Ni ordre, ni méthode, ni plan, ni idée. L'État attribuait des fiefs à des castes de militaires, de fonctionnaires, de capitalistes, d'armateurs, etc. Il en finançait l'établissement à coups de milliards et il en protégeait le parasitisme et les rapines par des baïonnettes. Si bien que l'Empire reposait, et repose encore aujourd'hui, sur du sable mouvant en dépit de toutes les coulées de ciment démocratique qu'on lui injecte à la base. L'agneau français n'est pas un agneau pour les peuples colonisés…

L'agneau anglais, lui, s'il s'est révélé un tigre à l'origine, s'est très rapidement adapté à des manières que font que ses «dominations» se transmuent graduellement en des indépendances qui ne gardent avec la Couronne que des liens symboliques. C'est là un succès que nos anglomanes attribuent tout d'abord à l'énorme prestige dont le nom Britannique jouit de par le monde et aussi aux pratiques traditionnelles fondées

sur des principes d'autonomie et de libre échange, deux principes que la bourgeoisie française, y compris les anglomanes les plus distingués, tiennent en horreur. J'en viens ainsi à parler du protectionnisme, autre aspect signalétique de l'agneau français.

Le protectionnisme

Le protectionnisme, c'est l'art d'élever artificiellement les prix de vente de certaines denrées ou marchandises à l'intérieur d'un pays et ainsi de faire payer, au profit des producteurs protégés, un impôt aux consommateurs. Et ceci au nom de l'intérêt général.

Cet art, ou cette astuce, la bourgeoisie française, les maîtres des moyens de production l'ont pratiqué avec audace, avec insolence. Ils en ont fait un système et ce système ils l'ont étendu à chaque colonie séparément. C'est naturellement dans la métropole, face aux pays européens, que le système a porté ses fruits les plus beaux.

Le Second Empire avait conclu, en 1860, avec l'Angleterre, un traité de commerce instituant la clause de la nation la plus favorisée et abolissant les prohibitions. Il s'en fallait que ce fût là un retour au libre échange, mais c'était une atténuation très nette, très sensible du protectionnisme. Tous les pays d'Europe se mirent à conclure entre eux et avec la France des traités de commerce. Les échanges internationaux s'accrurent et les consommateurs en général s'en trouvèrent bien. Le coût de la vie se stabilisa. Avec l'abondance s'amorça une tendance à la baisse.

La bourgeoisie d'affaires ne pardonna pas au «gouvernement personnel» d'avoir abaissé les barrières douanières. Une puissante ligue se constitua en vue de rétablir par tous les moyens en son pouvoir le système des prohibitions. L'un des porte-parole de cette ligue ne craignit pas de dire, en 1869, que si, par suite de la dénonciation du traité, l'Angleterre déclarait la guerre à la France, cette guerre serait

«nationale» parce qu'elle prouverait que l'Angleterre voulait ruiner la France grâce au traité… Ce n'est pas avec l'Angleterre qu'on eut la guerre, mais avec l'Allemagne.

Après la défaite, la bourgeoisie étant installée, la réaction se déploya contre le régime de semi-liberté commerciale. En 1880, les tarifs furent élevés d'une façon générale et des droits furent mis sur des denrées qui en étaient exemptes. Toutefois, les traités de commerce restèrent en vigueur. Ils furent abolis par la fameuse loi douanière de 1892 à laquelle le sinistre Méline, représentant des agrariens, prit une grande part. Derrière les agrariens et les poussant, venaient les industriels, les trusts. La loi douanière de 1892 créait un tarif général et un tarif minimum; la clause de la nation la plus favorisée était supprimée, sauf pour l'Allemagne (car Bismarck l'avait fait insérer dans le traité de Francfort). En 1895, une loi, dite du cadenas, autorisait le gouvernement à modifier sans discussion tel ou tel tarif. En une quinzaine d'années, plus de cent cinquante décisions furent prises sur simple avis d'un Comité des Arts et Manufactures et une quarantaine de lois apportèrent des retouches aux tarifs de 1892. En dépit de quoi il fut procédé en 1910 à une «révision générale» qui, en réalité, était une loi douanière aggravant considérablement la protection. Les trusts sidérurgiques se trouvaient cette fois embusqués derrière une «commission des douanes».

La loi douanière de 1910 était plus spécialement dirigée contre l'Allemagne. Ses promoteurs avaient même agité la question du «dumping», c'est-à-dire des primes à l'exportation, contre lesquelles on réclama des «armes de défense». Les conseillers gouvernementaux firent valoir que ces armes seraient «dangereuses, inefficaces et contraires à notre intérêt». Ainsi on se désintéressait du «dumping» qui, en vérité, n'atteignait que l'Angleterre exportatrice. Pour justifier les nouveaux tarifs, il fut fait état de propos qu'aurait tenus von Bulow, mais il fut prouvé par la suite que

von Bulow n’avait tenu aucun des propos incriminés...

(Il est remarquable que le loup allemand s’en tenait à des traités de commerce. L’agneau français se montrant agressif, le loup avait répliqué en élevant les droits sur les champagnes, les cognacs, etc. On sait que son intervention au Maroc avait eu pour motif déterminant d’empêcher l’agneau français de fermer la porte.)

Je ne sais pas si les doux savants et les tendres philosophes que j’évoquais plus haut arrêtaient parfois leurs regards sur le protectionnisme, phénomène spécifiquement français. S’ils avaient vu dans la longue période de gestation de la loi de 1910 grouiller une immonde vermine de spéculateurs à l’affût des bruits, des amendements, des propositions suscitant ou des espérances ou des appréhensions, leur conception de l’agneau s’en fût peut-être trouvée ternie. Mais cette boue n’est rien en comparaison des remous de l’extérieur. Tous les pays sans exception, même ceux qui, comme la Suisse et la Belgique, sont de bonne composition, se mirent en devoir d’exercer des représailles. L’agneau français faisait figure pour l’Europe d’un agneau enragé... Une rage bon enfant, pas méchante. On nous aimait bien quand même. On nous estimait, on nous admirait... Allons! Que faisions-nous pour qu’on nous aimât? Quel sujet d’admiration offrions-nous? Un petit peuple décadent, cumulant les records de l’alcoolisme, de l’analphabétisme, de la tuberculose, de la morbidité... Un peuple étouffé par une bourgeoisie avide et rapace comme pas une au monde…

□

Le protectionnisme était une des formes inséparables du brigandage capitaliste français.

Un ministre venu du socialisme électoral, Millerand, constatait en 1901 que la prime accordée par la protection douanière aux trente et une grandes usines sidérurgiques

s’élevait: à 33% du prix des wagons à voyageurs; à 6% du prix des machines hydrauliques; à 33% du prix des machines dynamo-électriques; de 3,5 à 12% du prix des machines pour tissages et filatures; à 4% du prix des machines à imprimer; à plus de 5% du prix des constructions navales.

L’industrie lourde était une industrie protégée au premier chef. À l’abri de son mur douanier infranchissable, elle pouvait pratiquer des prix richement rémunérateurs et ainsi s’édifiait le «Mur d’argent».

Les compagnies houillères apparentées au Comité des forges n’étaient pas moins favorisées que la sidérurgie. Elles étaient autorisées à pratiquer des prix de vente, sur le carreau des mines, en fonction des prix des charbons d’importation rendus à quai. Or il fallait coûte que coûte importer annuellement quelque 22 millions de tonnes de houille, plus de la moitié de la production française. Et, bien qu’en principe les matières premières fussent exemptes de droits de douane, les charbons supportaient une taxe équivalente au transport d’une tonne sur cinquante kilomètres. Ainsi les compagnies houillères françaises s’adjugeaient une plus-value supplémentaire sur le compte du protectionnisme. Mais le consommateur français payait régulièrement son charbon 60% plus cher que le consommateur anglais et 40% plus cher que l’allemand. Il en était ainsi, toute proportion gardée, dans tous les domaines de la consommation. Et cela, ne l’oublions pas, dans l’intérêt général de l’agneau français et par la faute du grand méchant loup teuton…

Rhillon